



## Séminaire du 2 décembre 2021- compte-rendu

### *Migrations : d'une commission d'enquête à des politiques respectueuses des droits fondamentaux*

Face aux constats de pratiques illégales et gravement attentatoires à la dignité et aux droits des personnes exilées aux frontières franco-britannique, franco-italienne et franco-espagnole, nos cinq associations, Amnesty International France, La Cimade, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières, Secours Catholique-Caritas-France, ont été amenées à renforcer leurs synergies depuis 2017 pour la défense et le respect des droits fondamentaux des personnes exilées. Par des observations, des actions de terrain, des interpellations de responsables politiques, des contentieux, nous avons tenté depuis cinq ans d'amener les pouvoirs publics à corriger leurs instructions et leurs pratiques. Nous n'avons obtenu que quelques petits aménagements, mais force est de constater que nos démarches n'ont reçu aucune réponse à la hauteur des enjeux.

Afin de rechercher et d'ouvrir les voies d'un vrai dialogue avec tous les acteurs impliqués, nous avons demandé dès 2019 la création d'une commission d'enquête parlementaire pour le respect des droits fondamentaux des personnes exilées aux frontières. Cette commission d'enquête a été créée au printemps 2021 et a rendu son rapport en novembre 2021. Au-delà des constats et des recommandations proposées, cette commission a eu pour mérite d'aborder les questions de fond, grâce à des visites de terrain, des auditions de personnes exilées, de chercheurs et chercheuses, de responsables politiques, administratifs, et associatifs.

Le séminaire que nous avons organisé à l'Assemblée nationale le 2 décembre 2021 s'inscrit dans la continuité de ce travail

SÉMINAIRE

## **Migrations : d'une commission d'enquête à des politiques respectueuses des droits fondamentaux**

En présence des président·e-s des associations et  
de député·e-s de la Commission d'enquête sur les migrations

**LE 2 DÉCEMBRE 2021**  
9h30-17h30

Diffusion en direct sur le site  
[www.projet-cafi.com](http://www.projet-cafi.com)

Cette journée, à laquelle ont participé des parlementaires de différents groupes politiques, de la majorité à l'opposition, des élu·es locaux et nationaux, des membres de différentes administrations et du monde associatif, a montré qu'il était possible, hors de toute caricature et de tout simplisme ou calcul électoraliste, de débattre et de construire des réponses et des propositions concrètes pour que soient respectés les droits fondamentaux des personnes exilées.

La journée a réuni des intervenant.es de qualité (voir [le programme de la journée](#)). Les échanges entre nos associations et des député·es de la Commission d'enquête parlementaire ont permis d'entrer dans

le détail des propositions de la Commission. Claire Hédon, défenseure des droits, a apporté sa vision riche d'exemples concrets sur le traitement des personnes exilées et le respect des droits fondamentaux. Des personnes exilées et des acteurs de la société civile ont partagé leurs constats et recommandations. Des propositions pour garantir le respect des droits aux frontières franco-italienne et franco-britannique, mais également l'accès aux procédures d'asile et de séjour, à la santé et au droit des mineur-es non-accompagné-es ont été formulées.

L'ensemble de cette journée a été séquencé en différentes courtes vidéos disponibles sur le site [www.projet-cafi.com](http://www.projet-cafi.com). Sur le site se trouvent également [l'appel commun](#) de nos cinq associations à destination des responsables politiques, ainsi que notre [rapport collectif](#), et sa [synthèse](#). Ce rapport est un recueil de seize notes thématiques sur les politiques migratoires en France, fruit d'un travail de fond mené pour la [Commission d'enquête parlementaire sur les migrations](#) de 2021, en partenariat avec plusieurs autres associations et syndicats.

Nous espérons que ces contributions, les recommandations qu'elles contiennent, trouvent un écho auprès de différents partis au moment de définir les plateformes programmatiques des candidates et candidats à l'élection présidentielle.

Le compte-rendu de cette journée est présenté sous la forme [d'illustrations](#) réalisées par un médiateur graphique tout au long de la journée dont quelques-unes sont présentées ci-dessous.

Nous restons déterminé-es à continuer, avec toutes les composantes de la société, ce travail collectif pour le respect effectif des droits fondamentaux des personnes exilées.

Notre travail d'interpellation et de construction d'alternatives se poursuivra en 2022, dans le contexte d'un gouvernement et d'un parlement renouvelés. Nous prendrons évidemment contact avec les nouveaux responsables politiques qui seront en place une fois les élections passées, mais nous tiendrons aussi à donner un rôle encore accru aux échanges et aux travaux à conduire aussi bien avec les groupes parlementaires de la nouvelle Assemblée élue qu'avec les nombreux·ses élu·es des collectivités territoriales qui ont manifesté leur intérêt à notre démarche.



**CEP sur les migrations** : présentation, échanges, débats

Avec Sébastien Nadot, député et président de la CEP - Sonia Krimi, rapporteure de la CEP - Bénédicte Petelle, vice-présidente de la CEP - Elsa Faucillon, députée et membre de la CEP

**- SEBASTIEN NADOT -**  
Le rapport exprime les recommandations qui ont fait consensus parmi la commission

- de grandes avancées par rapport à l'existant
- certaines demandes des ONG n'ont pas été satisfaites

**OBJECTIFS :**

- Ramener de la **RATIONALITÉ** dans le débat
- Assurer le **RESPECT** des **DROITS** des personnes migrantes

Ceux-ci sont bafoués de façon systémique!

*Cette situation est insupportable dans notre démocratie.*

**- SONIA KRIMI -**  
Depuis 2007, la migration est gérée uniquement par le ministère de l'intérieur

Et que faisons...

- des affaires étrangères ?
- de la santé et des solidarités ?
- du travail ?

**→ INTERMINISTÉRIALITÉ!**  
La sécurité des migrants est aussi la sécurité de tous les Français!

**- BÉNÉDICTE PETELLE -**  
La situation que j'ai observée à Grande-Synthe est indigne du Pays des droits de l'Homme!

Recommandation 22  
Commission permanente : préfecture, associations, migrants, citoyens...

RESTAURER le **DIALOGUE**

**- ELSA FAUCILLON -**  
Les membres de la commission ont partagé le même constat et la même rage!  
Allions rationalité et émotion pour ramener le politique dans le débat!

**Accès aux Soins**  
L'absence de soin fait des ravages sur le plan physique et psychologique  
→ Elargissement de l'AME  
→ 'Aller vers' de la part de l'État aussi

Migrations : d'une commission d'enquête à des politiques respectueuses des droits fondamentaux - 2.12.12 - Assemblée Nationale - Facilitation Graphique : Mat'Leif

AMNESTY INTERNATIONAL | La C'made | LE DÉPARTEMENT DU NORD PAS DE CALAIS | ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN NORD PAS DE CALAIS ET FRANCE



# Table ronde<sup>1</sup> Pour le respect des droits à la frontière franco-italienne et un accueil digne des personnes

Avec Agnès Antoine, co-présidente de Tous Migrants, Briançon -  
Elsa Tyszler, chercheuse postdoctorale au centre de recherche sociologique et politique de Paris



Nos associations ont observé de nombreuses discriminations, dès le train!



De plus en plus d'arrivées depuis 2015



Refuge Solidaire: Hébergement d'urgence organisé par les associations...

- 18000 personnes accueillies depuis 2017
- + de 100 bénévoles impliqués



+200 familles hébergeurs solidaires



Enquête de Ferrain d'Elsa Tyszler



Nous sommes enfermés, menacés, criminalisés!



Nous sommes épuisés! Le refuge a du mal à faire face au flux et à accomplir correctement sa mission d'accueil



Ce travail est inhumain et inefficace: tout le monde finit par passer!



Les missions sont de plus en plus risquées!

Nos DEMANDES:

→ SORTONS DE cette idée fausse du soi-disant "APPEL D'AIR"



L'état doit prendre ses RESPONSABILITÉS  
→ Soutenir l'accueil, ne pas laisser le Refuge seul  
→ Ouvrir le dialogue

Migrations: d'une commission d'enquête à des politiques respectueuses des droits fondamentaux - 2.12.12 - Assemblée Nationale - Facilitation Graphique: Mat Let



# Table ronde<sup>2</sup> Pour la construction de solutions respectueuses des droits fondamentaux à la frontière franco-britannique

Avec Pierre Bonnevalle, auteur du rapport de la PSM "frontière franco-britannique: la fabrique politique de la dissuasion" -  
Clara Houin, coordinatrice de la Plateforme de Soutien aux migrantes (PSM) -  
Juliette Delaplace, chargée de missions auprès des personnes exilées, Secours Catholique-Caritas France Calais  
Nathanaël Caillaux, chargé de projet Migrants, Secours Catholique Hauts-de-France



59 entretiens, au long de la frontière franco-britannique



La plupart des personnes vivent...

et voient leurs affaires et abris confisqués ou détruits lors des expulsions



La police ne nous traite pas comme des humains!



Les mises à l'abri visent uniquement l'éloignement des frontières



Nous sommes constamment pourchassés expulsés!



aller pour vivre dignement?

30 ans de politique migratoire à la frontière franco-britannique



une politique d'expulsions systématiques



## Les SOLUTIONS

- COURT-TERME:**
- Ouverture de "maisons de répit" pour l'hébergement et l'accompagnement
  - Arrêt des expulsions et destructions
  - Arrêt des entraves à la solidarité
- MOYEN ET LONG TERME**
- Voies sûres et légales de migration au Royaume-Uni
  - Moyens pour rester vivre en France: fin de la procédure de Dublin; Accueil!!

Migrations: d'une commission d'enquête à des politiques respectueuses des droits fondamentaux - 2.12.12 - Assemblée Nationale - Facilitation Graphique: Mat Let

